

Direction Générale des Services
Pôle Ressources et Moyens
Direction des Ressources Humaines
1, chemin du Thil
CS 52501
80025 AMIENS Cedex 1

Bureau DRH-Paie
Dossier traité par :
Sabryne SENHAJI
Tél. : 03.22.82.70.36
sabryne.senhaji@u-picardie.fr

Caroline LAMBRECHT
Tél. : 03.22.82.58.64
caroline.lambrecht@u-picardie.fr



Amiens, le 11 juin 2025

Le Président

à mesdames et messieurs
- les directeurs de composante
- les directeurs administratifs
- les directeurs de service
- les chefs de service

Objet : Recrutement des personnels enseignants vacataires – Année universitaire 2025 / 2026.

Réf. : - décret n°87-889 du 29 octobre 1987 relatif aux conditions de recrutement et d'emploi de vacataires pour l'enseignement supérieur ;
- circulaire MENESR – DAF B2 n°2017-078 du 25 avril 2017 relative aux vacataires de l'enseignement supérieur ;
- décret n°2020-69 du 30 janvier 2020 relatif aux contrôles déontologiques du code général dans la fonction publique.

Je vous informe que la gestion des dossiers de vacataire se fait **UNIQUEMENT** en ligne, à l'adresse suivante :
<https://extra.u-picardie.fr/vacataires/login/?next=/vacataires/>

Vous trouverez, comme les années précédentes, l'ensemble des informations relatives aux vacataires à l'adresse suivante :
<https://personnels.u-picardie.fr/ressources-humaines/recrutements/charge-d-enseignement-vacataire-et-agent-temporaire-vacataire-443861.kjsp?RH=EP+RECRUT>

Afin de permettre un traitement optimal des dossiers de recrutement que vous transmettez à la Direction des Ressources Humaines (DRH) et éviter tout retard, je vous invite à prendre toutes les précautions nécessaires afin que ces dossiers parviennent **complets et lisibles** au bureau chargé de la gestion administrative de ces derniers.

Compte tenu des délais parfois importants concernant certaines procédures, vous veillerez notamment à informer, **dès que possible**, les futurs intervenants du secteur public (hors personnels de l'enseignement supérieur et personnels de la recherche¹) de la nécessité de procéder à une **demande d'autorisation de cumul** auprès de leur administration principale et ce, bien avant de démarrer leurs enseignements prévus.


La demande de cumul d'activités à titre accessoire pour l'année universitaire 2025 / 2026 est obligatoire pour permettre la validation du dossier (document pouvant être toutefois remplacé par tout autre formulaire d'autorisation de cumul dûment complété ET signé, ce formulaire étant délivré par l'administration d'origine de l'intervenant avant le début des cours). **Le nombre d'heures autorisées doit obligatoirement figurer.**

NB : Pour les personnels des établissements d'enseignement publics et privés sous contrat de l'Académie d'Amiens, cette démarche de demande de cumul peut être réalisée à partir de l'application CUMULACT.

¹ : Le décret n°2021-1424 du 29 octobre 2021 relatif à la déclaration de certaines activités accessoires par les personnels de l'enseignement supérieur et les personnels de la recherche a assoupli, à compter du 1^{er} janvier 2022, la procédure de déclaration de cumul d'activités effectuées à titre accessoire par ces personnels. Ainsi, n'est plus soumis à autorisation préalable le cumul envisagé avec une activité correspondant aux missions mentionnées à l'article L. 123-3 du code de l'éducation (formation initiale et continue tout au long de la vie ; recherche scientifique et technologique ; orientation, promotion sociale et insertion professionnelle...) et L.411-1 du code de la recherche (développement des connaissances ; expertise scientifique ; construction de l'espace européen de la recherche...) auprès notamment d'un établissement d'enseignement supérieur, d'un établissement public de recherche ou d'une administration de l'Etat (cf. circulaire DRH-UPJV du 4 juillet 2022 Déclaration de cumul d'activités accessoires).

A. LE DOSSIER DE CANDIDATURE :

1. Le caractère préalable de la validation

 Les services d'enseignement ne peuvent être confiés à des personnels vacataires (chargés d'enseignement vacataires, agents temporaires vacataires) que **lorsque les dossiers auront été validés à mon niveau**.

J'insiste donc sur le fait que le recrutement et sa validation administrative doivent être préalables à l'exercice de l'activité d'enseignement et je souhaite que ce principe acquiert une portée générale. Tout dossier arrivé tardivement dans les services connaîtra un retard de traitement induisant une paye tardive des intervenants concernés.

Les heures effectuées par un enseignant vacataire ne remplissant aucune des conditions de recrutement ne feront l'objet d'aucune régularisation à titre dérogatoire.

2. Le dossier doit parvenir complet

Le vacataire constitue son dossier en ligne, la composante le vérifie et le valide. La DRH approuve la recevabilité des pièces fournies. Suite à cette approbation, la composante imprime le dossier et les pièces justificatives lisibles, pour les faire parvenir à la DRH.

Corrélativement, il convient de produire les pièces justificatives nécessaires pour chacune des catégories d'emploi (cf. listes des pièces à fournir du dossier de vacataire 2025 / 2026). En cas de doutes, je vous invite à prendre contact avec le Bureau DRH-Paie.

En tout état de cause, les dossiers incomplets vous seront systématiquement retournés, ce qui induira un retard dans le paiement des heures effectuées par l'intéressé(e).

A la suite d'incidents de paiement, il est demandé de joindre à **chaque dossier de vacataire un RIB original, récent et personnel au nom d'usage** (les RIB professionnels n'étant pas acceptés).

Il vous appartient de vérifier la recevabilité de chaque dossier de candidature, notamment au niveau des conditions devant être remplies par les personnels recrutés.

3. Le dossier est unique

Si l'enseignant vacataire intervient dans plusieurs composantes de l'université, un seul dossier en ligne doit être constitué.

4. Constitution du dossier en ligne

Le guide de l'application à destination des vacataires est disponible sur le site de l'UPJV à l'adresse suivante : <https://personnels.u-picardie.fr/ressources-humaines/recrutements/charge-d-enseignement-vacataire-et-agent-temporaire-vacataire-443861.kjsp?RH=EP+RECRUT>

B. INDICATIONS RELATIVES AUX VOLUMES HORAIRES ANNUELS :

★ **Agents temporaires vacataires (étudiants de 3^{ème} cycle, retraités de - 67 ans) :**

Rappel → peuvent être recrutés en qualité d'agents temporaires vacataires ² :

- les étudiants inscrits en vue de la préparation d'un diplôme du troisième cycle de l'enseignement supérieur, c'est-à-dire inscrits en **doctorat**,
- les personnes, âgées de moins de soixante-sept ans, bénéficiant d'une pension de retraite, d'une allocation de préretraite ou d'un congé de fin d'activité, à la condition d'avoir exercé au moment de la cessation de leurs fonctions une activité professionnelle principale extérieure à l'établissement.

Le service confié à des agents temporaires vacataires ne peut au total excéder annuellement, **dans un ou plusieurs établissements, 96 heures de travaux dirigés** (art. 5 du décret du 29 octobre 1987). J'attire également votre attention sur le fait que **ces agents ne sont pas autorisés à effectuer des cours magistraux**.

A titre dérogatoire, les étudiants prenant en charge 5 groupes de TD de 20 heures chacun sont néanmoins autorisés à effectuer 100 heures équivalant TD.

² : Cf. article 3 du décret n°87-889 du 29 octobre 1987 relatif aux conditions de recrutement et d'emploi de vacataires pour l'enseignement supérieur.

★ **Chargés d'enseignement vacataires :**

En l'absence de mention explicite dans le décret du 29 octobre 1987 susvisé, il convient de se référer au décret n°83-1175 du 23 décembre 1983 relatif aux indemnités pour enseignements complémentaires et à l'arrêté du 6 novembre 1989 relatif aux taux de rémunération des heures complémentaires.

Cet arrêté prévoit, dans ses articles 2 et 3, un plafond fixé à 8134,50€ compte tenu de la revalorisation des taux de rémunération des heures complémentaires applicables au 1^{er} septembre 2023. En conséquence, le rapport entre 8134,50€ et le taux de l'UC de 43,50€ est de 187 heures équivalent TD, ce qui représente la limite maximale du service d'enseignement pouvant être attribué à un chargé d'enseignement vacataire sur l'année universitaire et ce, **toutes composantes confondues**.

★ **Les chargés d'enseignement dans les disciplines médicales et odontologiques** recrutés parmi les praticiens hospitaliers peuvent consacrer à cette activité au maximum 2 demi-journées par semaine.

★ **Les attachés d'enseignement dans les disciplines médicales et odontologiques** recrutés parmi les praticiens hospitaliers ne peuvent assurer plus de 2 heures d'enseignement par semaine.

Point d'attention :

Recrutement des demandeurs d'emploi : conformément aux dispositions de l'article 2 du décret n°87-889 du 29 octobre 1987, les chargés d'enseignement vacataires qui perdent leur activité professionnelle principale en cours d'année universitaire peuvent terminer le service d'enseignement pour lequel ils ont été recrutés au titre de l'année en cours. En revanche, leur recrutement au titre de l'année universitaire suivante ne pourra plus être autorisé s'ils ne justifient pas d'une nouvelle activité professionnelle principale.

Ex. : un chargé d'enseignement vacataire recruté pour effectuer 100 heures au titre de l'année universitaire 2025 / 2026 qui perd son activité au mois de décembre 2025 pourra honorer le service pour lequel il a été recruté jusqu'au 31 août 2026. En revanche, son recrutement au titre de 2026 / 2027 ne sera pas autorisé, sauf justification d'une nouvelle activité professionnelle.

Par conséquent, les chargés d'enseignement vacataires recrutés au titre de 2024 / 2025 qui ont perdu leur activité professionnelle principale ne pourront pas être recrutés au titre de 2025 / 2026.

C. RÈGLES ET CALENDRIER DE GESTION :

Compte tenu de ces observations, le rôle de vos composantes sera déterminant au regard de trois objectifs :

❶ **Contrôle des dossiers** vis-à-vis des conditions de recrutement posées par le décret n°87-889 du 29 octobre 1987 (article 2) ou le décret n°86-555 du 14 mars 1986³ (article 1^{er}).

❷ **Respect des délais de transmission** : les dossiers de recrutement doivent être transmis à la Direction des Ressources Humaines – Bureau DRH-Paie dans des délais qui permettent de les contrôler et de les valider avant toute prise de fonction des vacataires recrutés ou renouvelés, conformément à l'objectif rappelé précédemment.

En toute hypothèse, les dossiers devront parvenir à la DRH :

- **au plus tard le 15 octobre 2025** pour les vacataires intervenant au 1^{er} semestre de l'année universitaire,
- **au plus tard le 28 janvier 2026** s'agissant des intervenants du 2^{ème} semestre.

❸ **Gestion en ligne des dossiers de vacataire :**

Les vacataires pourront s'inscrire à l'adresse suivante : <https://extra.u-picardie.fr/vacataires/>

Les composantes pourront suivre leurs dossiers via l'adresse <https://extra.u-picardie.fr/vacataires/admin/dossiers/dossier/>



Signalé :

Saisie des heures effectuées dans OSE : afin d'améliorer les délais de paiement des vacances, la saisie pour la mise en paiement des heures d'enseignement effectuées⁴ peut être faite de façon régulière, sans attendre un « versement groupé » en fin de semestre ou d'année universitaire.

³ : Décret n°86-555 du 14 mars 1986 relatif aux chargés d'enseignement et aux attachés d'enseignement dans les disciplines médicales et odontologiques.

⁴ : Etats devant certifier le « service fait » et faire référence à une période précise.

D. SITUATIONS PARTICULIÈRES LIÉES AU RECRUTEMENT D'INTERVENANTS ÉTRANGERS :

★ Agents temporaires vacataires étudiants de 3^{ème} cycle :

Dans l'hypothèse où vous envisageriez de recruter en qualité d'enseignants vacataires des étudiants étrangers, j'appelle votre attention sur les points suivants :

Les dispositions du décret du 11 mai 2007 ⁵ applicables à compter du 1^{er} juillet 2007 ont supprimé l'autorisation provisoire de travail que l'étudiant étranger devait solliciter auprès de la DREETS (sauf pour les étudiants de nationalité algérienne toujours soumis à cette obligation). Ainsi, l'employeur qui souhaite embaucher un étudiant doit établir une **déclaration préalable** auprès de la **Préfecture** qui a délivré la carte de séjour temporaire que possède l'étudiant, **deux jours ouvrables avant cette embauche**.

Cette déclaration d'emploi est effectuée par l'envoi à la Préfecture de la copie recto verso de la carte de séjour temporaire de l'étudiant.

La déclaration doit comporter les indications suivantes :

- 1) l'identification de l'employeur ;
- 2) les nom de famille, prénoms, nationalité, date et lieu de naissance du salarié ;
- 3) le numéro du titre de séjour de l'étranger ou le numéro du visa pour un séjour d'une durée supérieure à trois mois ;
- 4) la nature de l'emploi, la durée du contrat et le nombre d'heures de travail annuel ;
- 5) la date prévue d'embauche.

L'employeur qui ne procède pas auprès des services préfectoraux à cette déclaration d'emploi d'un étudiant étranger est passible des sanctions prévues pour les contraventions de cinquième classe. Cette déclaration ne concerne pas les étudiants de nationalité d'un état membre de l'Union Européenne, de l'Espace Economique Européen et de la Suisse.

✍ *La composante se chargera d'effectuer cette déclaration préalable auprès de la Préfecture, sous réserve d'être en possession du dossier dument complété et signé avant le début des heures d'enseignement. Un mail type existe, je vous invite à vous rapprocher du Bureau DRH-Paie.*

★ Chargés d'enseignement vacataires :

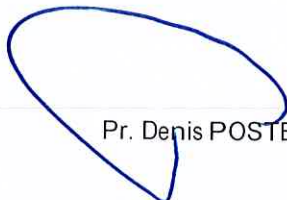
Les intervenants de nationalité étrangère exerçant une activité principale en France ou à l'étranger remplissant les conditions pour être recrutés en qualité de chargés d'enseignement vacataires doivent **OBLIGATOIREMENT** posséder une autorisation de travail pour cette activité d'enseignement prévue à l'UPJV, cette dernière s'effectue en ligne à l'adresse suivante : <https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/R58908>.

Sans autorisation de travail adéquate, le recrutement d'intervenants étrangers est donc assimilé à du travail illégal.

Les intervenants de nationalité d'un état membre de l'Union Européenne ne sont pas soumis à cette autorisation de travail.

E. Obligations de service

Tous les enseignants vacataires (chargés d'enseignement vacataires et agents temporaires vacataires) sont soumis aux diverses obligations qu'implique leur activité d'enseignement et participent notamment au contrôle des connaissances et aux examens relevant de leur enseignement. L'exécution de ces tâches ne donne lieu ni à une rémunération supplémentaire ni à une réduction des obligations de service lors de leur engagement.



Pr. Denis POSTEL

⁵ : Décret n°2007-801 du 11 mai 2007 relatif aux autorisations de travail délivrées à des étrangers, à la contribution spéciale due en cas d'emploi d'un étranger dépourvu d'autorisation de travail et modifiant le code du travail